



Service environnement, police de l'eau et risques

**RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DÉCLARATION N° 19-2022-00144
CONCERNANT LA RECHARGE SÉDIMENTAIRE ET LE REMODELAGE
FONCTIONNEL SUR LE COURS D'EAU « LA MARONNE »**

**COMMUNES DE SEXCLES – HAUTEFAGE – LA CHAPELLE-SAINT-GERAUD
ET ARGENTAT-SUR-DORDOGNE**

La préfète de la Corrèze,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, partie législative ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles R 214-1 à R 214-5 et R 214-32 à R 214-56 du code de l'environnement, partie réglementaire ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage) ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 portant création des directions départementales interministérielles ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Mme Salima SAA, en qualité de préfète de la Corrèze ;

Vu l'arrêté n° INTA2008191A du Premier ministre et du ministre de l'Intérieur du 26 mars 2020 portant nomination de Marion SAADÉ, en qualité de directrice départementale des territoires de la Corrèze à compter du 6 avril 2020 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 19-2021-06-28-00009 du 28 juin 2021 donnant délégation de signature à Marion SAADÉ chargée d'exercer les fonctions de directrice départementale des territoires de la Corrèze ;

Vu l'arrêté n° 19-2022-03-07-00001 du 7 mars 2022 donnant subdélégation de signature à Marie-Pierre KERNANET, en sa qualité d'adjointe à la cheffe de service et cheffe de l'unité risques et politique de l'eau ;

Vu le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement reçu le 7 juin 2022, présenté par le président du syndicat mixte de la Dordogne moyenne et de la Cère aval (SMDMCA) – Château Neuf – 46600 Creysse, relatif aux travaux de recharge sédimentaire et de remodelage fonctionnel dans le lit de la rivière « Maronne » ;

Zone A :

- au lieu-dit « Bois de l'eau » : parcelles cadastrées D 261 et 267, commune de Hautefage ;
- au lieu-dit « au Gayroux » : parcelle cadastrée B 354, commune de la Chapelle-Saint-Géraud ;

Zone N :

- au lieu-dit « La Broquerie » : parcelles cadastrées F 213 et 607, commune de Sexcles, et parcelles cadastrées D 459 et 467, commune de Hautefage ;

Zone 103 :

- au lieu-dit « la Forêt » : parcelles cadastrées E 676 et 677, commune de Hautefage ;
- au lieu-dit « les Bois de la Tore » : parcelle cadastrée B 6, commune de la Chapelle-Saint-Géraud ;

Zone Hospital :

- au lieu-dit « l'Hospital » : parcelle cadastrée AK 154, commune d'Argentat-sur-Dordogne ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration à :

Monsieur le président du syndicat mixte de la Dordogne moyenne et de la Cère aval
Monsieur Francis Ayroles
Château Neuf
46600 Ceysse

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement. La rubrique concernée de l'article R 214-1 du code de l'environnement est la suivante :

Caractéristiques du projet	Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales correspondant
<p>Recharge sédimentaire dans le cours d'eau « la Maronne »</p> <ul style="list-style-type: none"> - Zone A sur 80 m environ - Zone N sur 20 m environ <p>Remodelage fonctionnel dans le cours d'eau « la Maronne »</p> <ul style="list-style-type: none"> - Zone 103 sur une surface de 200 m² environ, - Zone Hospital sur une surface de 150 m² environ 	3. 3. 5. 0.	<p>Travaux, définis par arrêté du ministère chargé de l'environnement, ayant uniquement pour objet la restauration des fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques, y compris les ouvrages nécessaires à cet objectif (D).</p> <p>Cette rubrique est exclusive de l'application des autres rubriques de la présente nomenclature.</p> <p>Ne sont pas soumis à cette rubrique les travaux n'atteignant pas les seuils des autres rubriques de la nomenclature.</p>	Déclaration	Arrêté du 30 juin 2020

Le déclarant est tenu de respecter les engagements et valeurs annoncés dans son dossier de déclaration.

Cette action vise à l'amélioration de l'habitat de reproduction des salmonidés sur le cours d'eau aux endroits précisés dans le présent dossier par la réalisation d'injections ciblées de matériaux et de réglages de bancs alluvionnaires.

Tout déversement de produits nocifs est interdit dans le milieu naturel. Des précautions particulières sont prises par rapport au stationnement des engins afin de limiter les éventuelles pertes de fluides hydrauliques pendant la phase travaux.

Toutes dispositions sont prises afin de prévenir une quelconque atteinte au milieu aquatique et à la faune piscicole, notamment en réalisant les travaux entre le 1^{er} avril et le 31 octobre, et en pratiquant si besoin une pêche de sauvegarde (une visite doit être organisée avec l'office français pour la biodiversité au moins trente jours avant le démarrage des travaux).

Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.

Copies de la déclaration et de ce récépissé sont adressées aux mairies de Sexcles, Hautefage, La Chapelle-Saint-Géraud et Argentat-sur-Dordogne où ces opérations doivent être réalisées, pour affichage d'une durée minimale d'un mois pour information.

Le présent récépissé est mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Corrèze durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage en mairie, et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Ce recours doit être formulé sur papier libre, transmis ou déposé au greffe du tribunal administratif de Limoges. Le tribunal administratif peut être également saisi via l'application Télérecours accessible sur le site www.telerecours.fr. Les conditions de saisine restent fonction du statut du requérant (particuliers, personnes morales de droit privé, administrations).

Le service en charge de la police de l'eau doit être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages.

En application de l'article R.214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée à la préfète au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les travaux et les aménagements doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales, entraîne l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation, à la connaissance de la préfète qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.



21 JUIN 2022

Pour la préfète et par délégation,
pour la directrice départementale et par subdélégation,
l'adjointe à la cheffe de service et cheffe de l'unité techniques et politique de l'eau,



Marie-Pierre KERNANET